



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des  
Affaires juridiques**



**Numéro 369 - 7 décembre 2023**

## ÉDITO

### **Jean Maïa, Secrétaire général du Conseil constitutionnel**

Du devoir de ne pas compromettre la liberté de choix des générations futures pour la satisfaction de leurs propres besoins, par Jean Maïa, Secrétaire général du Conseil constitutionnel.

[Lire la suite](#)



# Institutions

## Loi d'orientation et de programmation du ministère de la Justice 2023-2027

La loi du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la Justice 2023-2027 présente la trajectoire budgétaire du ministère de la Justice sur la période 2023-2027, détaille les objectifs et les moyens du ministère et simplifie et améliore la procédure et l'organisation de la justice. Elle traduit une partie du « plan d'action pour une justice plus rapide et plus efficace » présenté par le garde des Sceaux en janvier dernier.

[Lire la suite](#)

## Réforme du statut des magistrats

La loi organique n° 2023-1058 du 20 novembre 2023 traduit, avec la loi d'orientation et de programmation du ministère de la Justice 2023-2027, le « plan d'action pour une justice plus rapide et plus efficace » présenté par le garde des Sceaux en janvier dernier.

[Lire la suite](#)

# Juridictions

## La Cour de justice de l'Union européenne précise la portée de l'autorité de chose jugée

La Cour de justice de l'Union européenne estime que l'autorité de la chose jugée peut empêcher une personne de soulever un grief lorsque celui-ci a déjà été écarté dans le premier jugement mais sans apparaître dans le dispositif.

[Lire la suite](#)

# Commande publique

## **Le délai de recours en contestation de validité du contrat commence à courir, pour les élus locaux, à compter de la séance autorisant la signature du contrat**

Même en l'absence de mesures de publicité appropriées, les membres de l'organe délibérant régulièrement convoqués sont réputés avoir eu connaissance de la conclusion du contrat à compter de la séance au cours de laquelle la signature de l'acte a été autorisée, s'ils ont été mis à même de connaître les principales caractéristiques du contrat. Cette connaissance acquise fait courir le délai de recours contentieux à compter de ladite séance alors même que le contrat n'est pas signé.

[Lire la suite](#)

## **La Cour de justice précise les modalités du recours à une centrale d'achats située dans un autre Etat membre ainsi que les règles de recours contentieux applicables**

Une centrale d'achats doit être regardée comme située dans un autre Etat membre lorsque le siège de l'acheteur qui y recourt est situé dans un Etat membre autre que celui dans lequel le siège de la centrale d'achats est situé. Les règles contentieuses applicables aux activités d'achat centralisées fournies par la centrale d'achats sont celles de l'Etat membre dans lequel cette dernière se situe.

[Lire la suite](#)

## **Le juge administratif qui annule un contrat, alors qu'il n'était saisi que d'un litige relatif à son exécution, commet un ultra petita devant être relevé d'office par le juge d'appel**

Le juge administratif, saisi par une partie à un contrat d'un litige relatif à son exécution, dans le cadre duquel l'illicéité du contenu du contrat était invoquée par la voie de l'exception, ne peut annuler ce contrat sans être saisi d'un recours de plein contentieux en contestant la validité.

[Lire la suite](#)

## Rapport de l'Inspection générale des finances sur les aides à la transition écologique

L'Inspection générale des finances a réalisé en 2023 une mission d'évaluation des aides à la transition énergétique des entreprises et des ménages afin d'alimenter les réflexions conduites par le Gouvernement dans le cadre du projet de loi industrie verte.

[Lire la suite](#)



### Marchés



#### Lutte contre l'inflation des produits de grande consommation : loi du 17 novembre 2023

La promulgation de la loi du 17 novembre 2023 vise à faire bénéficier les consommateurs des baisses de prix qui doivent découler des négociations commerciales entre industriels et supermarchés qui ont été avancées au mois de janvier 2024.

[Lire la suite](#)

#### Clauses abusives d'un contrat de prêt : arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 23 novembre 2023

La Cour de justice de l'Union européenne s'est prononcée dans un arrêt du 23 novembre 2023 à propos de clauses contenues dans un contrat de prêt : si celles-ci prévoient des coûts trop importants, elles peuvent être considérées comme abusives.

[Lire la suite](#)



### Entreprises



#### Réglementation de la publicité en mer territoriale et sur les eaux intérieures maritimes françaises

Le décret du 17 novembre 2023 vient compléter le code de l'environnement et interdit la publicité

lumineuse tout en encadrant la publicité non lumineuse en mer territoriale et sur les eaux intérieures maritimes françaises.

[Lire la suite](#)

## Rapport de la Cour des comptes sur le dispositif de relocalisations sectorielles du plan de relance

Rendu public le 23 novembre 2023, le rapport de la Cour des comptes sur le dispositif de relocalisations sectorielles du plan de relance dresse un premier bilan de ce dispositif mis en œuvre dans un contexte de pandémie mondiale et qui vise à soutenir l'économie dans une période de crise et à renforcer sa souveraineté.

[Lire la suite](#)



## Questions sociales

## Une administration publique peut décider d'interdire le port de signes religieux sur le lieu de travail à l'ensemble de ses employés

Par un arrêt rendu dans l'affaire C-148/22, la Cour de justice de l'Union européenne estime qu'une administration publique peut interdire, sur le lieu de travail, le port visible de tout signe révélant des convictions philosophiques ou religieuses.

[Lire la suite](#)



## Numérique

## Publication du rapport de la mission Data et territoires

Le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques a confié à trois parlementaires une mission visant à expertiser les mesures permettant de faciliter et d'améliorer l'exploitation des données par les collectivités territoriales : leur rapport vient d'être publié.

[Lire la suite](#)

# Emploi

## Partage de la valeur au sein de l'entreprise : loi du 29 novembre 2023

La loi portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise, qui constitue la déclinaison législative de l'accord national interprofessionnel de février 2023, a été promulguée le 29 novembre dernier.

[Lire la suite](#)

## Effectifs et compétences dans l'industrie : besoins en formation identifiés par une mission inter-inspections

La mission conduite par l'Inspection générale des finances, l'Inspection générale des affaires sociales et l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche a mené ses travaux sur les métiers industriels dans leur ensemble et a effectué une analyse plus spécifique des besoins en emplois des filières de France 2030 nécessaires à la transition énergétique et sur la micro-électronique. Les travaux de la mission se sont déroulés de mars à juin 2023.

[Lire la suite](#)

### SUR LE SITE



[Toutes nos rubriques](#)



[Archives des numéros précédents](#)

### LA DAJ RECRUTE

**Vous souhaitez évoluer au sein d'un pôle  
d'expertise juridique reconnu ?  
Vous recherchez un emploi qui a du sens,  
au bénéfice de l'intérêt général ?  
Rejoignez nos équipes !**

Au ministère de l'Économie, des Finances et de la  
Souveraineté industrielle et numérique, mettez votre  
talent au service d'une économie forte et durable.

[Consultez nos fiches de poste](#)

Partager



### [S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Kévin Bouchard, Susie Bruno, Shirley du Parc, Morgane Frétault, Adrien Galluchot, Émilie Lefebvre / Bandeau : Aphanis / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo: Droits réservés.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel [lettre.daj@finances.gouv.fr](mailto:lettre.daj@finances.gouv.fr).

[Se désinscrire](#)